

Manifeste de L'ADDICQ

L'Association pour la défense des droits et l'inclusion des personnes qui consomment des drogues du Québec.

Ce manifeste a été créé pour donner une voix aux personnes qui consomment des drogues, voix souvent ignorée par nos décideurs et les différentes institutions, mais qui trouvera toute sa place au sein de l'ADDICQ (L'Association pour la défense des droits et l'inclusion des personnes qui consomment des drogues du Québec), qui regroupe majoritairement des personnes qui consomment. Ce manifeste s'inspire en partie de celui réalisé par le Réseau juridique canadien VIH/sida intitulé Rien à notre sujet sans nous, dans le cadre de son projet sur l'implication accrue des personnes qui consomment des drogues. Ce manifeste se veut un outil, d'une part, pour nous définir en tant qu'association et, d'autre part, pour nous mobiliser et nous solidariser afin de défendre nos droits individuels et collectifs dans le but d'améliorer nos conditions de vie.

NOUS sommes parmi les groupes les plus dénigrés et diabolisés de la société. Simplement parce que nous utilisons des drogues, il arrive souvent que des gens et les gouvernements nous privent de nos droits et de notre dignité.

NOUS sommes les « junkies » dans les médias populaires.

NOUS sommes étiquetés comme des faiseurs de trouble qui ne méritent rien, même par certaines personnes chargées de nos soins.

NOUS sommes frappés durement par les épidémies de VIH/sida et d'hépatite C.

NOUS sommes régulièrement exclus des décisions qui affectent nos vies et celles de nos frères et de nos sœurs.

NOUS sommes des personnes qui désirent se solidariser avec nos pairs, afin de défendre nos droits collectifs et individuels.

NOUS sommes des personnes, des êtres humains, qui consomment par dépendance ou par plaisir, des ex-consommateurs ou des personnes qui n'ont jamais consommé, mais qui désirent s'impliquer.

NOUS sommes des femmes et des hommes, des jeunes et des moins jeunes, provenant de diverses classes sociales.

Nous sommes la cible de plusieurs préjugés qui nourrissent une intolérance et un manque de compréhension face à notre situation. Ces attitudes nous maintiennent en marge de la société dont nous faisons pourtant partie intégrante. Au quotidien, nous vivons une discrimination fondée sur notre statut social, de la part des différents appareils d'État (police, tribunaux, système de santé, aide sociale, etc.). Nous nous opposons à toute politique publique qui viserait à réduire ou abolir tout service ou toute ressource dont nous avons besoin. De plus, les récentes coupures effectuées par le gouvernement fédéral dans le budget consacré à la réduction des méfaits nous touchent durement, contribueront à la détérioration de nos conditions de vie et auront un impact direct sur notre santé. C'est pourquoi :

BLOC RÉPRESSION ET JUDICIARISATION

Nous dénonçons la répression et le harcèlement policier dont nous faisons les frais au quotidien et qui nous conduisent, entre autres, à nous cacher et à consommer dans de mauvaises conditions qui deviennent non sécuritaires et pour nous et pour ceux qui nous entourent.

Nous dénonçons le nettoyage et le profilage social effectués par la police dans les centres-villes et les régions du Québec tout au long de l'année ainsi que l'adoption de règlements municipaux nous limitant l'accès aux espaces publics (ex. : la fermeture des parcs à 23 h, l'interdiction des chiens dans le parc Émilie-Gamelin et dans le carré Viger, l'embourgeoisement des quartiers populaires comme le quartier St-Roch dans la ville de Québec qui nous force à quitter ces derniers, etc.).

Nous dénonçons la distribution massive de « tickets », qui touche particulièrement les marginaux, pour des délits ridicules (ex. : flânerie, avoir occupé un banc de parc trop longtemps, etc.), en lien avec la loi sur les incivilités et qui ne contribue qu'à nous enfoncer davantage dans la pauvreté.

Nous dénonçons la criminalisation et la surjudiciarisation des personnes qui consomment. Pour nous, il est tout à fait illogique de dépenser autant d'argent à exécuter cette répression, alors que ces fonds pourraient être investis dans des programmes qui nous viennent réellement en aide.

Nous dénonçons le traitement différent que nous subissons au niveau du système de justice. Ce traitement est souvent très répressif et exagéré par rapport aux délits qui nous sont reprochés (ex. : à la suite d'une condamnation, avoir une liste sans fin de conditions à respecter qui comprennent, entre autres, l'interdiction de se trouver dans certains périmètres au sein desquels les organismes communautaires que nous fréquentons se trouvent, et parfois même notre appartement).

BLOC SANTÉ

Nous dénonçons la difficulté d'accès à des soins de santé qui respectent notre dignité et qui correspondent à notre réalité quotidienne.

Nous dénonçons la difficulté d'accès et l'attente trop longue pour l'obtention de services spécialisés de

santé liés à notre condition. (ex. : les programmes de méthadone, de désintoxication, etc.).

Nous dénonçons le manque de financement des groupes et des projets communautaires qui nous touchent ainsi que les récentes coupures du gouvernement fédéral en ce qui a trait aux programmes basés sur l'approche par la réduction des méfaits.

Nous dénonçons le manque de ressources en région et dans les communautés autochtones (peu ou pas de travailleurs et travailleuses de rue, peu ou pas de maisons de thérapie, peu ou pas d'accès à des programmes de méthadone).

Nous faisons partie de la solution et non du problème ! C'est pourquoi nous revendiquons ce qui suit :

Nous voulons être reconnus comme association à l'échelle provinciale et, pour ce faire, nous avons besoin :

- d'un local pour nous réunir;
- d'un financement récurrent qui nous permette de tenir au moins six rencontres par année et de soutenir nos activités sur le territoire du Québec au cours de l'année.

Nous voulons avoir accès à des soins de santé appropriés et être reçus et traités dans ces établissements, sans discrimination à l'égard de ce que nous sommes.

Nous voulons que l'approche de la réduction des méfaits soit reconnue comme alternative viable, efficace et nécessaire. De plus, nous exigeons que le

gouvernement fédéral réinjecte les sommes nécessaires dans le programme de réduction des méfaits, afin de permettre la continuité des projets existants et de favoriser l'émergence de nouveaux projets.

Nous voulons être traités sans discrimination et être respectés pour notre expertise et notre professionnalisme dans les initiatives en réponse à la consommation de drogue, au VIH, à l'hépatite C et à d'autres enjeux sociaux et de santé qui affectent nos vies.

Nous voulons être impliqués de manière significative, et ce, à tous les niveaux dans les organismes qui nous fournissent des services, en particulier ceux qui travaillent sur des questions qui nous touchent directement comme le VIH/sida, l'hépatite C et d'autres questions liées à la santé ou à caractère social.

Nous voulons être inclus dans les processus de consultation, les instances décisionnelles ou d'élaboration de politique et les structures consultatives qui touchent des questions liées au VIH, à l'hépatite C et aux drogues tout en étant partie prenante des recherches qui nous affectent, y compris dans les comités consultatifs communautaires. Nous voulons faire partie du processus de A à Z, avoir notre mot à dire, être écoutés et reconnus dans ce que nous sommes.

Nous voulons que l'on reconnaisse nos compétences à être un soutien significatif pour nos pairs. Nous sommes les mieux placés pour savoir ce dont nous avons besoin et, par conséquent, nos expériences personnelles sont une source riche en information qui doit être reconnue.